

# Les récits journalistiques à l'épreuve des stratégies de communication

## « 2005 – 2007 : violences urbaines ou émeutes de la mort ? »

Éric Macé, université de la Sorbonne Nouvelle, Paris 3

*Éric Macé observe la médiatisation des émeutes en France en 2005 et 2007. Il s'étonne de ce que sont devenues les informations en cas de crise : prises dans les stéréotypes des industries médiatiques, défigurées par les communications ministérielles, promises à la fiction des industries culturelles. Comment dans ces conditions penser le métier de journaliste et, a fortiori, la formation des journalistes ?*

**L**es derniers épisodes d'émeutes urbaines en France – en 2005 à Clichy-sous-Bois et en 2007 à Villiers-le-Bel – telles qu'elles se répètent depuis plus de vingt ans dans les quartiers populaires ont été une nouvelle occasion d'observer les difficultés qu'ont les journalistes à rendre compte de l'événement et en particulier de leurs facteurs déclenchants qui sont la mort d'adolescents (le plus souvent descendants de migrants) lors d'une interaction avec la police. Il me semble que la première raison de ces difficultés vient du fait que ces facteurs déclenchants sont aussitôt saisis par les stratégies de communication des autorités policières, judiciaires et gouvernementales afin d'en faire un « non-événement », engageant ainsi un processus de disqualification de ceux qui, à l'inverse, souhaitent le constituer, notamment par les émeutes, en « événement scandaleux » mettant en cause la gestion politique des ghettos urbains en général et des conduites qu'y pratique la police en particulier. L'asymétrie de point de vue et de légitimité des sources d'information est ainsi établie dès le

départ entre d'un côté les autorités « autorisées » et de l'autre un ensemble disparate de voix collectives et singulières, a priori non « autorisées » – jeunes des banlieues populaires et des ghettos ethnoraciaux – qui les conteste<sup>1</sup>.

### Qui parle ? Les journalistes et leurs sources

La question qui se pose alors est celle des fondamentaux du journalisme, c'est-à-dire du rapport à leurs sources d'information et à la vérification par l'enquête. Lorsque la procureur de Pontoise, quelques heures après l'accident entre une mini-moto et une voiture de police à Villiers-le-Bel ayant conduit à la mort des deux jeunes motards, déclare qu'il s'agit d'un banal « accident de la circulation » (en précisant même, avant toute enquête, la vitesse de chaque véhicule), s'agit-il d'une information à relayer comme telle ou bien l'expression, parmi d'autres, d'un des acteurs concernés et qu'il faut donc considérer avant tout comme un point de vue (visant ici précisément à refuser à cet accident la qualité d'événement) à

vérifier, voire à contester<sup>2</sup> ? L'expérience montre en effet, comme ce fut le cas lors de la bavure policière de Toulouse en 1998 – le tir à bout portant sur un pré-adolescent par un policier qui n'était pas en état de légitime défense ni même en danger –, qui a conduit à plusieurs nuits d'émeutes dans le quartier du Mirail, que les autorités policières et judiciaires sont tout à fait capables, sinon de mentir, en tout cas de déployer une rhétorique de disculpation a priori de la police et de disqualification des émeutiers, voire des victimes. Alors même que l'instruction judiciaire conduira à la preuve d'une bavure caractérisée avec faute grave qui était connue au moment même de ces déclarations<sup>3</sup>.

Pour le dire autrement, il apparaît que tout événement ne se présente pas à travers ses « faits bruts », aussi spectaculaires soient-ils, mais à travers des cadrages interprétatifs visant à construire la réalité en orientant la recherche de « faits » susceptibles d'aller dans le sens de l'interprétation « promue » par les acteurs concernés. Lesquels se constituent à cet effet en source d'information auprès des journalistes qu'ils cherchent, de bonne guerre, à instrumentaliser, dans le cadre des conflits de définition qui les font s'opposer à d'autres acteurs au sein de la sphère publique médiatique et politique.

S'agissant des émeutes urbaines en France, on peut ainsi observer la reproduction d'un *script* qui se répète depuis une vingtaine d'années en France qu'est le conflit de définition entre d'un côté (celui des autorités) le récit d'un *accident malheureux*, et d'un autre côté (celui des proches des victimes), le récit d'une *bavure scandaleuse*. Il ne s'agit pas ici de dire quel est le récit porteur de vérité, mais d'attirer l'attention des journalistes sur le fait que l'événement ne se donne jamais à voir indépendamment de ces *scripts*. Ne pas le savoir conduit, le plus souvent, non pas à produire de l'information de façon relativement autonome, mais à illustrer les points de vue des acteurs les plus autorisés et les plus habiles à se constituer en promoteurs d'événements et de cadrage interprétatif.

Le récit  
de l'accident malheureux...  
*Du côté de la police et des autorités, c'est-à-dire du côté des sources d'information les plus « autorisées » et dont l'accès aux journalistes est habituel c'est, le plus souvent, le récit*

de l'*accident malheureux* qui constitue le cadre interprétatif qui s'impose<sup>4</sup>. Dans ce cadre, les policiers n'ont rien à se reprocher, ils ne sont pas mêlés à l'affaire (Clichy-sous-Bois, 2005), ou si c'est le cas, les victimes sont seules responsables d'une conduite à risque ayant mené à leur mort (Vaux-en-Velin, 1990 ; Villiers-le-Bel 2007) ou à la légitime défense des policiers (Toulouse, 1998). D'autant plus que ces victimes seraient « bien connues des services de police » ou soupçonnées, quelque temps avant leur mort, d'activités délinquantes (vol de voiture, voire trafic de drogue à Toulouse, cambriolage d'un chantier à Clichy, conduite non autorisées et défaut de casque à Villiers). De ce point de vue, les *violences urbaines*, qui suivent l'annonce de cette mort, ne sont en rien justifiables. Cependant, elles témoignent des difficultés qu'ont les policiers à faire respecter la loi et la légitimité de leur action au sein de ces « zones de non-droit ». Ces quartiers populaires sont tenus par les réseaux d'économie parallèle, les micro-mafias de la drogue et des bandes de jeunes déscolarisés et désœuvrés, dont on constate par ailleurs la visible dimension « ethnique » à leur hostilité aux normes de l'intégration sociale et culturelle française (ils ne sont pas « blancs ») – et qu'il convient, pour ceux soupçonnés de n'être pas de nationalité française, d'expulser du territoire. L'extension tout à fait inédite de ces violences urbaines en novembre 2005 serait ainsi précisément due à des compétitions de « marquage de territoire » entre quartiers rivaux et vis-à-vis de la police. Ces compétitions étant par ailleurs fortement alimentées par un irresponsable emballement médiatique, on avait là toutes les raisons qui justifiaient bien l'instauration de l'état d'urgence et l'autocensure des journaux télévisés. Entre « voyoucratie des violences urbaines » et « bandes ethniques » (dixit le président de la République Nicolas Sarkozy à propos de Villiers-le-Bel), les émeutes sont ainsi disqualifiées et recouvrent de leur menace pour l'ordre public toute interrogation concernant leurs origines directes, en particulier liées aux activités de la police et à sa gestion des ghettos urbains.

... contre le récit  
de la bavure scandaleuse  
*Du côté des victimes et de leur entourage, c'est-à-dire du côté des sources d'information les moins légitimes a priori – habi-*

tants des quartiers populaires et souvent liés à l'immigration africaine – c'est, au contraire, le cadre interprétatif d'une *bavure scandaleuse* qui est privilégié<sup>5</sup>. Ce qui est soupçonné d'être une bavure policière est ainsi considéré comme triplement scandaleux : scandale du comportement policier à l'origine de la mort brutale d'adolescents, scandale du déni officiel de la responsabilité policière, scandale de la mise en cause et de la disqualification des victimes par les plus hautes autorités. C'est cette conjonction entre une faible légitimité comme source d'information et une forte interprétation en termes de scandale qui conduit ces acteurs à mettre en œuvre un *accès perturbateur* à l'attention publique, via les journalistes, au moyen de la création de deux types d'événements. D'un côté, des manifestations pacifiques avec portraits, banderoles et porte-parole afin d'exprimer la douleur, la tristesse et la demande de justice face à un tel drame. D'un autre côté, des manifestations violentes anti-policières afin d'exprimer la colère et l'indignation face aux autorités directement mises en cause. Ici, pas de porte-parole autorisé mais des prises de parole plus ou moins argumentées à l'occasion des éventuels micros tendus par d'éventuels journalistes pour exprimer plus largement les significations d'une véritable *émeute*, c'est-à-dire d'une révolte collective. Car il s'agit de toute autre chose que ce que la nomenclature policière désigne comme des « violences urbaines » mises sur le compte des conduites déviantes, délinquantes et criminelles de leurs auteurs, mais de cette figure typiquement française depuis vingt ans que sont des *émeutes de la mort* (parce que relatives à la mort d'adolescents) mettant en cause la police dans les quartiers populaires et qui ont à ce titre valeur de *manifestation politique et revendicative*. De ce point de vue, l'extension inédite des émeutes en novembre 2005 est considérée comme directement liée au mode inédit de gestion politique de la crise. Non pas la classique dialectique, jusqu'au sein du gouvernement, entre affirmation de l'ordre public et reconnaissance des probables « bonnes raisons » d'une telle émeute (comme le reconnaîtra tardivement le 14 novembre 2005 le président Jacques Chirac en annonçant à la télévision une vaste politique de lutte contre les discriminations), mais la radicalisation d'un récit porté par le seul ministre de l'Intérieur (Nicolas Sarkozy, devenu depuis président de la République), tout entier à charge des victimes

et de leur entourage et à décharge de la police, disqualifiant ainsi de façon délibérément provocatrice les dimensions civiques et politiques de l'émeute, de sorte que l'extension des violences a pu sembler suivre moins l'emballement télévisuel pour les voitures en flammes que l'intensité des déclarations médiatiques du ministre.

### « L'anniversaire des émeutes » en 2006 : événement ou non-événement ?

On a pu observer la poursuite de ce conflit de définition à l'occasion de la mise sur l'agenda journalistique en octobre 2006 de « l'anniversaire des émeutes » et l'étrange tournure que cela a pris, les journalistes de la télévision multipliant les reportages sur l'état de calme ou sur les indices de tension avec la police dans les quartiers populaires comme éventuels signes d'une « reprise » des émeutes un an après. On aurait pu penser à une légitime interrogation des journalistes sur ce qu'étaient devenus les quartiers et les effets des discours et promesses politiques un an après comme élément central de cette mise sur agenda, mais il semble que ce soit tout autre chose qui soit à l'origine de ce véritable emballement médiatique sur la capacité des quartiers à s'enflammer de nouveau. Comme le révèle un article du *Monde* (du 16 octobre 2006) tentant lui aussi d'expliquer cet emballement, la mise en scène télévisuelle dramatisante et alarmiste de policiers agressés dans les banlieues en octobre 2006 ne répond pas à une augmentation notable des violences anti-policières (*Le Monde* cite comme source le ministère de l'Intérieur), mais à une situation de compétition syndicale pré-électorale au sein de la police, certains syndicats cherchant, via une dramatisation à destination des journalistes, à attirer l'attention sur le durcissement des conditions de travail afin de montrer leur combativité auprès de leurs électeurs. De sorte que, selon le journaliste du *Monde*, nous avons affaire ici à une stratégie de communication parfaitement réussie des syndicats de police auprès des journalistes, alors même que, sur le terrain, rien ne justifiait un tel emballement. L'irresponsable « prophétie autoréalisatrice » de certains journalistes de télévision aurait pu être à l'origine de nouvelles émeutes. Autrement dit, pour le ministère de l'Intérieur qui est ici la source principale du

*Monde* qui en relaie le raisonnement, cet « anniversaire des violences urbaines » n'aurait dû rester qu'un « non-événement » indigne d'être traité comme une information. On peut néanmoins penser que, ce faisant, l'ensemble des acteurs de cette séquence, ministère de l'Intérieur comme journalistes – de la télévision comme du *Monde* – a semblablement occulté un fait central dans la dynamique des émeutes en faisant comme si elles étaient un phénomène saisonnier imprévisible, quasi météorologique, dépendant de l'état des indicateurs de délinquance ou socio-économiques, alors qu'elles ont toutes pour facteur déclenchant un événement bien précis : la mort d'adolescents en lien avec l'action de la police. Si on comprend bien ici les raisons de cette occultation par le ministère de l'Intérieur, il est plus difficile de comprendre les raisons d'une telle occultation par les journalistes. Cela renvoie sans doute à l'autorité de la parole de l'État, puisqu'on trouve cette occultation jusque dans le discours du président Jacques Chirac lorsque, le 14 novembre 2005, prenant le contre-pied de son ministre de l'Intérieur, il a reconnu les dimensions politiques de ces émeutes en les qualifiant de révoltes contre les discriminations, mais en prenant soin de ne pas revenir sur le facteur déclenchant et le rôle spécifique de la police.

Or, du point de vue d'une certaine autonomie journalistique dans la production de l'information, la mise sur l'agenda journalistique en 2006 de « l'anniversaire des émeutes » aurait pu ainsi n'être ni le « non-événement » du ministère de l'Intérieur, ni l'emballement médiatique instrumentalisé par les syndicats de police, mais l'occasion d'un retour sur les causes mêmes des émeutes. Confrontée à de mêmes expériences de bavures policières suivies d'émeutes, la Grande-Bretagne en a tiré comme conséquence de nécessaires enquêtes et réformes approfondies de la police et de ses méthodes<sup>6</sup>. Or cela n'a jamais été le cas en France, même pas après Clichy. Et pourtant, une information parue quelques jours avant les émeutes aurait pu inciter les journalistes à s'interroger sur le rôle même de la police : rien moins que la mise en examen du commissaire de Saint-Denis et de dizaines de ses agents, révélant ainsi les dérives de l'appareil policier en Seine-Saint-Denis<sup>7</sup>. De nombreuses études montrent en effet depuis longtemps qu'en banlieue la « police d'ordre » à la française est moins la solution aux

violences et à l'insécurité qu'une partie du problème, de sorte que par son inadaptation à un contexte socio-urbain explosif, c'est bien souvent le fonctionnement même de la police qui contribue à coproduire l'insécurité qu'elle est censée combattre<sup>8</sup>.

Les mêmes « faits » – drame de la mort, violence des conduites – n'ont ainsi pas la même valeur d'événement ni la même signification selon les récits qui les produisent et les promeuvent. Or, le journalisme n'oppose pas les « faits » aux récits ou commentaires, il produit lui-même un récit selon des modalités de validité qui lui sont propres. Le problème posé à la construction de ce troisième type de récit vient de ce que, dans le feu de l'action, le clivage entre les récits opposés n'est pas facilement perceptible. Il existe en effet une asymétrie persistante de pouvoir et de légitimité entre le récit des institutions et le récit des émeutiers, de sorte que la première difficulté des journalistes est de résister, par l'enquête, à l'emprise hégémonique des récits autorisés qui ne présentent pas la réalité comme la compétition de récits opposés mais comme la « réalité telle qu'elle est » et qu'il ne faudrait plus que « capter » par les caméras.

Le récit journalistique interpellé par le récit fictionnel du téléfilm *L'embrasement*

C'est paradoxalement à un récit de fiction qu'est revenu le soin de remettre dans le débat public la question de la responsabilité policière, non seulement dans la survenue des faits ayant conduit à la mort des deux adolescents, mais plus largement dans la manière dont la police est mise en œuvre en banlieue. À l'occasion de la diffusion sur Arte du téléfilm *L'embrasement* (le 12 janvier 2007), qui met en scène l'implication de la police dans le drame à l'origine des émeutes de 2005 à Clichy puis dans toute la France c'est, plus généralement, la question du rapport des récits et des représentations à la réalité qui se pose. En tant que *fiction*, ce récit télévisuel, adapté du livre de l'avocat des victimes, n'est pas tenu par la référence à la preuve comme peut l'être le récit journalistique, tout comme celui que la justice produira en conclusion du procès contre la police concernant cette affaire. Mais en tant que fiction, ce récit a autant de rapport à la réalité et à son interprétation

qu'ont pu l'avoir les récits journalistiques chargés de rendre compte de l'événement : la notion de fiction est entendue ici non pas au sens d'*illusio* (tromperie, erreur, selon la tradition platonicienne), mais au sens de *fictio*, de façonner, de modéliser (selon la tradition aristotélicienne), c'est-à-dire de produire une « expérience de pensée », de conduire une « exploration des mondes possibles » à titre d'hypothèse interprétative et explicative. Car, le partage que le récit judiciaire aura à trancher n'est pas entre fiction et information, mais entre des récits opposés et qui opposent les acteurs entre eux. Qu'ils soient fictionnels ou informationnels, judiciaires ou même sociologiques, ce sont en effet les multiples récits et leurs types spécifiques de rapport à la preuve qui configurent de façon conflictuelle une réalité qui n'a d'autre existence que celle-là : *il n'y a pas de données (de « faits bruts »), il n'y a que des obtenues (les faits sont faits)*. Autrement dit, il y a une dimension performative des récits et des représentations : agir sur le réel consiste à « *construire une image de la réalité sur laquelle on veut intervenir* », une image qui oriente, voire légitime, l'action ainsi entreprise<sup>9</sup>. De sorte que le récit journalistique, surtout télévisuel, n'est pas le simple reflet d'une réalité déjà existante, mais une mise en récit des événements constitués et promus par les acteurs concernés au sein d'une sphère publique asymétrique et conflictuelle, et ceci de façon plus ou moins autonome vis-à-vis des stratégies de communication des acteurs et des récits qu'ils défendent<sup>10</sup>. De ce point de vue, et en particulier s'agissant des informations télévisées, il n'y a pas de re-présentation, il n'y a que des *monstrations* interprétatives<sup>11</sup>. C'est, me semble-t-il, tout l'enjeu du professionnalisme des journalistes : que leur récit d'information soit une *fictio* probable étayée par des faits obtenus plutôt qu'une *illusio* faite d'erreurs par défaut ou de tromperie par instrumentalisation réussie. De ce point de vue, le professionnalisme n'est défini par rien d'autre que la méthode. Dans la relation aux sources, tout informateur est une source qu'il convient de considérer sur un même plan d'incertitude, quel que soit son statut – fût-il procureur de la République. De la même façon, l'urgence de « l'événement » est à la fois réelle et relative : tout dépend de la diversité d'un carnet d'adresses constitué sur les quartiers populaires à l'occasion d'autres événements que ceux

de violences ou d'émeutes. C'est ainsi qu'il faudra sans doute attendre le récit judiciaire (instruction toujours en cours, prévue pour 2008) et qu'il aura fallu attendre le récit télévisuel de *L'embrasement* pour que les violences collectives d'octobre 2005 apparaissent *aussi* comme une nouvelle *émeute de la mort manifestante* plutôt que comme d'ordinares violences urbaines délinquantes.

## Références bibliographiques

DAYAN (Daniel) (2006), « Quand montrer c'est faire », in Daniel Dayan (dir.), *La terreur spectacle*, Bruxelles : De Boeck Université.

BOSK (Charles), HILGARTNER (Stephen) (1988), « The Rise and the Fall of Social Problems : a Public Arena Model », *American Journal of Sociology*, 94, 1.

CEFAÏ (Daniel) (1996), « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, n° 75.

MACÉ (Éric), PERALVA (Angelina) (2002), *Médias et violences urbaines. Débats politiques et construction journalistique*, Paris : La documentation française.

MACÉ (Éric) (2005), « Les faits divers de violence urbaine : effets d'agenda et de cadrage journalistique », *Les Cahiers du journalisme*, n° 14.

MOLOTCH (Harvey), LESTER (Marilyn) (1996), « Informer : une conduite délibérée de l'usage stratégique des événements », *Réseaux*, n° 75.

MONJARDET (Dominique) (1996), *Ce que fait la police. Sociologie de la force publique*, Paris : La Découverte.

MULLER (Pierre) (1994), *Les politiques publiques*, Paris : PUF.

WIEVIORKA (Michel), MACÉ (Éric) (1999), *Violence en France*, Paris : Seuil.

## Notes

1. Sur la notion d'événement et de non-événement, ainsi que sur les dimensions stratégiques de promotion des événements, la référence théorique principale est ici celle de Molotch et Lester (1996). Dans cet article, j'actualise les observations faites en 1998-1999 avec Angelina Peralva : Macé et Peralva (2002), Macé (2005). Cet article constitue la base de mes interventions au sein de France Télévisions Formation auprès des journalistes du groupe France Télévisions dans le cadre de stages intitulés « Médias et violences urbaines ».

dossier	médiamorphoses
Éric Macé	91 Les récits journalistiques à l'épreuve des stratégies de communication
<div>2. D'autant plus que la mémoire de précédents, en particulier de Clichy en 2005, conjugée à une bonne maîtrise des médias, y compris internet, permet aux journalistes la multiplication des sources d'information « d'en bas », comme on l'a vu avec la révélation sur une radio locale et la diffusion sur internet d'images prises par téléphone juste après l'accident et permettant de contester la première version de la procureur et de l'Inspection générale de la police nationale, voir <i>Libération</i> du 1<sup>er</sup> décembre 2007 : « Villiers-le-Bel, comment les proches des victimes ont "géré" les médias ».</div> <div>3. Macé et Peralva (2002).</div> <div>4. Selon la terminologie de Molotch et Lester, un « accident » est un acte non intentionnel et qui n'est pas promu par ses acteurs, ces derniers ne tenant pas particulièrement à ce que cela soit constitué, par d'autres, en événement, de crainte que cela ne se transforme en scandale.</div> <div>5. La bavure peut être un accident non intentionnel, mais elle est intentionnellement occultée en raison précisément des scandales qu'elle est susceptible de révéler, c'est-à-dire, toujours selon Molotch et Lester, des conduites intentionnelles qui n'avaient pas vocation à être révélées.</div> <div>6. Pour une synthèse récente : « Les violences urbaines, une exception française ? Enseignements d'une comparaison internationale », <i>Note de veille</i> n° 31, Centre d'analyse stratégique, 23 octobre 2006.</div> <div>7. <i>Le Monde</i> du 9 septembre 2005, confirmé dans un rapport officiel de l'Institut national des hautes études de sécurité cité par <i>Le Monde</i> du 5 juin 2007.</div> <div>8. Monjardet (1996) ; Wieviorka (1999).</div> <div>9. Je fais référence ici au concept de « référentiel » des politiques publiques défini par Pierre Muller (1994).</div> <div>10. Outre Molotch et Lester (1996), la référence classique est celle de Bosk et Hilgartner (1988) ; on trouve une excellente synthèse dans Cefaï (1996).</div> <div>11. Dayan (2006).</div>	